

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 01/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SFDM - Parc B**

Rte de la Ferte

91590 D'Huison-Longueville

Références : D2025  
Code AIOT : 0100033111  
N° RVAT : 62698

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2025 dans l'établissement SFDM - Parc B implanté rte de la ferte à D'Huison-Longueville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une action régionale 2025 portant sur l'évaluation du système de gestion de la sécurité (SGS) de certains établissements SEVESO Seuil Haut.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SFDM - Parc B
- route de la ferte 91590 D'Huison-Longueville
- Code AIOT : 0100033111
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut



- IED : Non

Le parc B, situé sur la commune de D'HUISSON LONGUEVILLE, est composé de 13 bacs. Il fait partie d'un ensemble de 4 parcs de stockage de produits pétroliers avec les parcs A (Guigneville-sur-Essonne), C (Orveau) et D (Cerny). Le parc B est le site principal permettant l'alimentation des 3 autres parcs, il est en liaison directe avec le pipeline Donges-Melun-Metz (DMM).

Ces parcs ont été construits en 1953 par l'armée américaine suite à la guerre. Chaque bac est entouré d'une couronne béton servant de protection et de rétention.

Le parc B est dans la capacité de recevoir tout type de produits pétroliers. A ce jour, seul le gasoil et l'essence sont stockés dans l'ensemble des bacs du parc B.

Depuis le décret de mai 2023, les parcs A, B et D appartiennent à la SFDM (Société Française Donges Metz) et le parc C reste la propriété du Service de l'Energie Opérationnelle (SEO). Pour autant, la SFDM exerce la gestion de l'ensemble des 4 parcs et du pipeline.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR – 2 / SGS

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se



conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4) fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Évènements, accidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.6 Surveillance des performances	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Modifications	Code de l'environnement du 31/10/2024, article Article L181-14	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Formation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 54	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Maîtrise des procédés (PM2II)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Équipements d'installations	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 7.7.6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Pilotage du SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 7, Audits et revues de direction	Sans objet
3	Modifications	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 4, Conception et gestion des modifications	Sans objet
6	Sous-traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Article 54	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Un système de gestion de la sécurité est mis en place au sein de SFDM. Des instances de coordination entre l'échelon national et les régions ont lieu régulièrement. Lors d'événements de sécurité, des analyses sont menées. Les modifications font l'objet d'une procédure dédiée et des analyses de risques sont réalisées. Néanmoins les modalités de communication vers l'administration pourraient être clarifiées. La gestion des formations est coordonnée entre l'échelon national et local. Le suivi local des compétences n'est en revanche pas formalisé. Enfin, les sous-traitants sont encadrés par divers dispositifs de contrôle et de formation.

Sur le terrain, l'inspection constate que le revêtement de surface de la rétention du bac B13 est dégradé.

Concernant les modifications, l'exploitant prévoit une modification de positionnement et un changement du groupe électrogène BP ce qui engendrera un porter à connaissance à transmettre à l'inspection.



## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Pilotage du SGS

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I, point 7, Audits et revues de direction

**Thème :** Risques accidentels, Revues de direction

**Prescription contrôlée :**

Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.

L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.

**Constats :**

Un manuel SMSEE (Système de Management Sécurité Environnement Energie) national regroupe l'ensemble des procédures applicables au groupe SFDM. Une politique de sécurité nationale fixe des objectifs. Pour la partie sécurité industrielle, un objectif est axé sur la participation à un exercice Plan d'Opération Interne a minima tous les 3 ans pour chaque personnel opérationnel SFDM.

Une fois par an, une revue de direction au niveau du groupe est réalisée. Cette revue réunit les directions du siège et les chefs de région. Un bilan des actions du SMSEE y est établi.

En complément de cette instance, environ 8 fois par an se tiennent des comités SFDM. Ces réunions d'une journée permettent à chaque direction et chaque région de présenter leurs sujets du moment. Le comité est notamment un outil qui permet de valider des travaux. Le service finance est présent et cela peut permettre de réorienter du budget. A titre d'exemple, lors d'un comité SFDM de mai 2025, le chef de région de La Ferté-Alais a évoqué le besoin pour le parc B de travaux de peinture pour le toit du bac B7.

Deux outils permettent à l'exploitant de piloter les actions associées à son système de gestion. Pour les objectifs de la politique de sécurité un tableau Excel dédié est tenu par le chef de région. D'un point de vue plus général pour les contrôles réglementaires (retours d'expérience, maintenance, demandes d'interventions, suivi du vieillissement, ...) le suivi est assuré par un logiciel nommé LOLITA. Il permet au chef de région et au siège d'avoir une vision de l'état d'avancement des actions.

Une bascule du suivi des mesures de maîtrise des risques (MMR) est en cours dans l'outil LOLITA. L'ensemble des éléments d'une chaîne MMR seront intégrés dans l'outil afin de pouvoir y archiver les PV d'intervention lors des maintenances. Actuellement, l'archivage des PV est assuré en papier. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la vigilance lors de cette bascule qui affecte des données sensibles pour le suivi de l'entretien de MMR.

**Type de suites proposées :** Sans suite



## N° 2 : Évènements, accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I.6 Surveillance des performances
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Retour d'expérience
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.
<b>Constats :</b>  Les alarmes pouvant survenir sur le site remontent au poste de garde. En cas d'alarme, le gardien contacte un technicien d'exploitation afin d'effectuer une analyse de la situation. Depuis peu, le gardien renseigne également une main courante électronique. Le chef de région est informé par mail dès qu'une information y est renseignée. Dans l'adressage des mails il n'y a pas de différence entre une entrée sur le site et une alarme. Le nombre de mails reçus est donc important et il est difficile d'identifier les messages prioritaires issus par exemple d'une remontée d'alarme. Pour chaque incident, une demande d'intervention (DI) est réalisée. Une DI simple est effectuée lorsque l'événement matériel est sans impact exploitation et une fiche REX est associée à la DI si l'événement matériel affecte l'exploitation. L'analyse des fiches REX est ensuite pilotée par le service HSE du siège. Une fiche réflexe est en cours de formalisation pour identifier les situations qui nécessitent une DI et celles pour lesquelles il faut également réaliser un REX. L'exploitant indique qu'il y a encore beaucoup de communication orale.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• la fiche réflexe d'aide à la décision REX ou demande d'intervention ;</li><li>• les modalités de priorisation des remontées d'alarme du poste de garde vers le chef de région.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Modifications

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I, point 4, Conception et gestion des modifications

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gestion des modifications

**Prescription contrôlée :**

Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés.

**Constats :**

Lorsqu'un besoin est identifié sur un parc, le chef de région remonte l'information au comité SFDM. En comité, une décision est prise pour savoir si le projet nécessite un suivi de la procédure modification. Si tel est le cas, le chef de région transmet la demande par la voie d'un formulaire de modifications. Ce document est adressé au siège SFDM et la direction concernée s'en saisit afin d'étudier la nécessité de réaliser une analyse de risque.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 4 : Modifications**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 31/10/2024,Article L181-14
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Notification des modifications à l'inspection
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Le retour d'expérience d'une panne électrique sur le parc B a permis d'identifier le besoin de remplacer le groupe électrogène du site pour un groupe à bascule automatique. Un appel d'offre est en cours et l'exploitant envisage son installation vers la fin de l'automne. Dans la boucle de gestion de la modification, l'exploitant a estimé que ce sujet ne devait pas faire l'objet d'une communication auprès de l'inspection des installations classées. Néanmoins, cette modification peut affecter de façon notable des éléments du dossier d'autorisation (ex : puissance thermique et localisation du groupe électrogène et localisation) et doit être portée à la connaissance du préfet.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• En lien avec la fiche n°8, le porter à connaissance relatif au remplacement du groupe électrogène, précisant également l'organisation mise en place dans l'attente du remplacement ;</li><li>• Les modalités de communication vers l'inspection dans le cadre de sa procédure de gestion des modifications.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



**N° 5 : Formation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formations maîtrise des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Equipements et procédures concourant à la maîtrise des risques. A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure : [...] -la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces actions sont tracées.
<b>Constats :</b>  Pour les formations, les supports du volet sécurité générale sont réalisés par l'échelon national. Les formations sont assurées en local. Sur des thèmes spécifiques, des formations sont également dispensées par des organismes externes. Un principe de compagnonnage est mis en place pour assurer la montée en compétence des agents. Pour assurer le suivi des compétences, un modèle de fiche d'évaluation et d'habilitation aux tâches a été récemment créé. Dans les faits, ce modèle décliné pour le parc B n'est pas encore utilisé pour assurer le suivi. L'exploitant indique que les agents du site sont présents depuis plusieurs années. Malgré tout, l'exploitant n'est pas en capacité de s'assurer que l'ensemble de ses personnels respecte les critères établis par la fiche d'évaluation. Le suivi spécifique des formations externes est assuré par le service des ressources humaines. Pour les formations lors d'exercice de mise en situation POI, un tableau est tenu à jour par l'exploitant. Il permet d'identifier les dernières dates d'exercices et les rôles occupés par les agents. A date de l'inspection, un seul agent du parc B restait à former. Pour rappel l'objectif national SFDM est que tous les agents participent à un exercice POI tous les trois ans.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Dans un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none"><li>• Les fiches d'évaluation et d'habilitation aux tâches des agents du parc B ;</li><li>• Le cas échéant, les plans de formations découlant de ces évaluations de compétence.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



**N° 6 : Sous-traitance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fonctions des personnels
<b>Prescription contrôlée :</b>  Equipements et procédures concourant à la maîtrise des risques.  A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.  Il assure : [...] -la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.
<b>Constats :</b>  Lors de leur arrivée sur les sites, les sociétés extérieures suivent un accueil sécurité puis renseignent un questionnaire d'évaluation. A l'issue, en cas de réussite, ils reçoivent une carte d'accès. Lors de leur venue sur site, les entreprises extérieures se rendent systématiquement au bureau pour échanger avec la responsable sécurité. Pour toute intervention, les actions des sous-traitants sont encadrées par un plan de prévention réalisé par l'échelon régional et des autorisations de travail. Ces documents sont gérés par la responsable sécurité du site. De plus, pour les chantiers les plus importants, les sous-traitants sont parties prenantes des réunions préalables de chantier organisées par la direction technique. Pour contrôler les chantiers, des audits chantiers sont réalisés. L'objectif national est 10 audits annuel par région. Ces audits traitent de l'utilisation de produits chimiques, la production de déchets, l'utilisation d'eau ou encore d'électricité. En revanche, ils ne traitent pas de sujet de sécurité industrielle, ils ne mettent notamment pas en avant de vigilance particulière sur les mesures de maîtrise des risques.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Dans un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none"><li>• Une évaluation de la pertinence d'un élargissement des vérifications des audits chantiers vers des points dédiés aux mesures de maîtrises des risques. Le cas échéant, l'exploitant précisera le champ et les modalités de réalisation de ces audits.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 7 : Maîtrise des procédés (PM2II)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I, point 3 Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

**Thème(s) :** Risques accidentels, PM2I Vieillessement

**Prescription contrôlée :**

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système.

Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.

Elles permettent a minima :

- le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ; le recensement des réservoirs visés à l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre des rubriques 4330, 4331, 4722, 4734 et 1436 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ; le recensement des tuyauteries et récipients visés par l'arrêté du 15 mars 2000 relatif aux équipements sous pression et

- pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier contenant : l'état initial de l'équipement, la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant, par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis.

Pour chaque équipement identifié, en application des actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement et à la corrosion, les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles sont tracés, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées.

Ces dossiers ou une copie de ces dossiers sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.

Lorsque le recensement ou les dossiers mentionnés ci-dessus sont établis sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions ou par la décision ministérielle de modification du guide, le cas échéant.

**Constats :**

Le revêtement de surface de la rétention du bac B13 est dégradé avec de nombreuses fissures et portions de revêtement « désolidarisées » de la couche inférieure. L'inspection s'interroge donc sur l'étanchéité de la rétention.



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées :

- Les 2 derniers rapports de visite PM2I de la rétention du bac B13 ;
- Le plan d'actions associé au dernier rapport afin de garantir l'étanchéité de la rétention.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant



**N° 8 : Équipements d'installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 7.7.6
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Groupe électrogène (réseau BP)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le parc B dispose d'une salle abritant un groupe électrogène (GE BP) d'une puissance de 295 kW. Le GE, alimenté en fioul domestique à partir d'un réservoir de 1200 litres, est destiné à la mise en sécurité des installations de l'établissement en cas de perte prolongée du réseau EDF. [...] La salle du GE BP dispose d'une détection de feu dont la sollicitation déclenche une extinction automatique.
<b>Constats :</b>  L'exploitant déclare prévoir un changement de groupe électrogène et précise que ce dernier sera changer de place sur le parc B.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant veillera à transmettre un porter à connaissance et précisera les caractéristiques du nouveau groupe électrogène ainsi que les conséquences du changement de positionnement sur le parc B.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois